

de colons, autorisée par le droit international, était une bonne fortune pour le Mexique; car ces groupes coloniaux, placés en avant-garde le long du fleuve-frontière, devaient arrêter un jour l'invasion des Yankees essayant de faire irruption au Texas. Des négociations, à ce sujet, furent ouvertes; il n'y avait pas de temps à perdre pour se mettre en mesure de faire face à des éventualités menaçantes. L'envoi à Matamoros d'un commissaire impérial muni de pouvoirs spéciaux pouvait, à ce moment, ne pas éveiller les susceptibilités des États du Nord, qui, dans leur désir de vaincre les séparatistes, auraient vu avec plaisir la cessation des hostilités du général Slaughter, et Lincoln aurait pu fermer les yeux sur le passage des 25,000 confédérés dans le territoire voisin comme sujets mexicains. Le maréchal s'empressa d'appeler l'attention de Maximilien sur cette question d'une si haute importance pour l'avenir de la monarchie.

Mexico, 29 mai 1865.

Sire,

Les derniers événements survenus aux États-Unis et les mouvements du général Negrete sur la frontière du nord de l'empire me font un devoir de placer sous les yeux de Votre Majesté la situation actuelle, telle que je la comprends, en appelant la haute attention de l'empereur sur certaines éventualités qui, pour ne pas constituer un danger imminent, n'en sont pas moins d'une haute importance.

Il est hors de doute aujourd'hui que les agents du parti juariste se remuent et cherchent à créer à l'empire mexicain des embarras et des difficultés que la cessation des hostilités entre le Nord et le Sud des États-Unis semble rendre inévitables.

Les enrôlements publics ouverts dans les villes principales de

l'Union et les appels que la presse américaine fait aux émigrants pour le Mexique prouvent surabondamment les menées d'un parti qui fait bon marché de la nationalité mexicaine et montrent que les sympathies du peuple américain, dont l'esprit d'aventure n'est malheureusement que trop connu, sont toutes en faveur de ce parti.

Votre Majesté n'a rien à redouter pour le moment; toutes mes dispositions sont prises pour repousser les bandes de flibustiers qui tenteraient d'envahir le sud de l'empire.

La tentative avortée du général Negrete, qui ne peut s'expliquer que par l'espoir qu'il avait de se voir soutenir par ces bandes armées, n'a abouti à rien. Elle a prouvé seulement que la conversion de certains hommes, et entre autres celle de Cortina, n'était que fictive, et le rôle odieux joué par ce dernier le rend à tout jamais indigne de la clémence de Votre Majesté.

Elle a fait voir que la morale de quelques autres chefs n'était pas à la hauteur de la confiance dont ils étaient investis, et enfin, elle m'a fait reconnaître que mes ordres, en ce qui concernait la mise en état de défense des places occupées par l'armée mexicaine, n'étaient point exécutés.

Monterey a succombé sous ses défenseurs parce qu'aucune de mes recommandations n'avait été suivie.

La retraite de Negrete, devant la résistance qu'il a rencontrée à Matamoros et à la nouvelle du débarquement des troupes françaises à Bagdad, indique assez le peu de confiance que ce chef juariste avait dans ses troupes et autorise les suppositions que j'ai eu l'honneur d'émettre plus haut.

Le maréchal énumérait ensuite les ordres qu'il avait donnés, détaillant à Sa Majesté les mouvements qu'il faisait exécuter, les travaux dont on s'occupait, et les marches concertées pour reprendre la ville de Monterey, reconquérir l'État



du Tamaulipas, et disperser ou bloquer les dissidents ; puis il abordait la question des confédérés :

J'ai l'honneur de le répéter à Votre Majesté : toutes mes dispositions sont prises pour parer aux premières éventualités.

Il est possible que le général confédéré Slaughter, qui commande à Brownsville, apprenant les désastres de son parti et la capture par les fédéraux du président Jefferson Davis, dépose les armes comme l'ont fait les autres généraux sudistes, mais il n'est pas improbable non plus que la proximité du territoire mexicain ne l'engage à venir sur la rive droite du fleuve chercher un refuge avec son corps désarmé sur un territoire ami.

Le droit international autorise parfaitement l'asile donné à une armée battue dans ces conditions. Après le désarmement préalable du corps d'armée sudiste, ne serait-il pas possible de former entre Monterey et le Saltillo, et sur les terrains qui appartiennent à l'État dans ces contrées, ou même sur ceux de M. Sanchez Navarro, des groupes coloniaux qui formeraient ainsi un premier obstacle aux envahissements des flibustiers. Il y aurait à s'entendre avec M. Sanchez Navarro...

Le maréchal ne se dissimulait ni les inconvénients ni le danger d'une pareille mesure : mais il y avait intérêt à se créer des alliés américains. Au milieu d'inextricables embarras que l'apathie générale des Mexicains ne devait pas résoudre, il fallait agir. Il jugeait si bien la situation, et il connaissait à ce point les Etats-Unis et la nécessité de ménager les susceptibilités de l'orgueil Yankee vis-à-vis de la monarchie, qu'il continuait :

Je signale cette éventualité à Votre Majesté, afin qu'elle veuille bien donner à l'avance les instructions qu'elle jugera les plus propres à répondre aux événements.

L'envoi d'un commissaire impérial à Matamoros me paraît d'une nécessité urgente, et je me permettrai de faire observer à Votre Majesté qu'un commissaire civil, muni de pouvoirs politiques, me semble plus apte à remplir une mission de ce côté qu'un commissaire militaire, puisque le général Mejia y a acquis une certaine influence sous ce rapport.

L'esprit irritable des Yankees pourrait, à la nouvelle de l'asile accordé au corps d'armée du général Slaughter, créer de nouveaux et sérieux embarras.

Je n'admets guère l'éventualité de la résistance désespérée des dernières forces du Sud dans le Texas ; l'issue ne saurait en être douteuse ni tardive.

Cependant, comme il faut tout prévoir, cette éventualité serait la plus dangereuse pour la frontière du Nord du Mexique. Les armées américaines envahissant le Texas amèneraient aux portes de l'empire un redoutable voisinage, et plus que jamais il serait indispensable d'avoir à Matamoros un agent sur le dévouement duquel Votre Majesté pût compter.

Le général en chef terminait en affirmant qu'il était certain de faire face aux événements, mais il suppliait l'Empereur de ne négliger aucune mesure salutaire pour l'avenir. Car, quoique l'armée française fût alors maîtresse de toutes les positions, l'armée mexicaine était appelée à la remplacer successivement. Le maréchal prévoyait bien aussi les défections des impérialistes.

Il n'y a pas de temps à perdre pour vous mettre partout et parfaitement en mesure de répondre aux éventualités, et j'ose prier Votre Majesté d'excuser mon insistance en faveur des motifs qui la dictent.

BAZAINE.

Les futurs émigrants avaient demandé à être reçus comme



citoyens, en acceptant toutes les charges légales ; ils s'engageaient à se débander avant leur entrée, et leurs armes ne devaient leur être rendues que plus tard, pour la défense de leurs foyers contre les incursions des Indiens libres. Leur agent secret, que nous ne voulons nommer par crainte de le compromettre, s'était rendu à Mexico, et, selon la décision impériale, il se prépara à traiter de leur entrée dans l'Empire, ou à annoncer leur reddition aux États-Unis. Une demi-mesure fut proposée par le cabinet de Mexico : on parla de considérer d'abord les 25,000 confédérés comme prisonniers. Le mécontentement des partisans fut profond, et les négociations furent tout à coup interrompues par la capture de Jefferson Davis. Il n'y avait plus rien à espérer des États du Nord triomphants, et, cette fois encore, une chance de succès s'évanouit.

De quelque côté des États-Unis que dût pencher la victoire décisive, Maximilien n'ignorait pourtant pas qu'il y avait danger pour sa politique à ne pas s'attacher sans délai ce corps d'armée confédéré, car il avait été avisé que, dans les premiers jours du mois de février, une conférence avait eu lieu à Hampton-Roads, sur la rivière James, entre les plénipotentiaires rebelles et le président Lincoln. Dans cette entrevue, qui s'était annoncée fort cordiale, Stephens, au nom du président Jefferson Davis, déjà aux abois, avait réclamé la reconnaissance temporaire d'une fédération du Sud, en attendant l'heure favorable pour la reconstruction de l'Union. Dans cette attente, le Sud uni au Nord s'engageait à faire triompher la doctrine Monroë, en affranchissant le Mexique de l'occupation française, et en enlevant le Canada à la domination de l'Angleterre. C'est ainsi que les confédérés

prétendaient se venger de la ruine de secrètes espérances encouragées, dès l'origine de la lutte, par le cabinet des Tuileries, qui, après leur avoir reconnu le caractère de belligérants, les avait ensuite abandonnés. Il y aurait donc eu pour la dynastie mexicaine un puissant intérêt à neutraliser ce revirement hostile par une prompte entente avec les soldats de Slaughter.

Cet échec fut sensible à notre quartier général, qui se félicitait de la venue de ce renfort considérable, nécessaire pour la pacification compromise. Tout périlait alors dans les mains mexicaines. Le maréchal n'hésita pas, sur ces entrefaites, à indiquer franchement à l'empereur la nécessité de grands commandements, qui devaient d'abord être exercés par les généraux français, l'éclairant par écrit sur la gravité de la situation. Il le suppliait de ne négliger aucune précaution. Nous avions déjà établi une ligne télégraphique de Vera-Cruz à Mexico. Il était aussi urgent de relier le nord à la capitale par un télégraphe qui aboutît au moins jusqu'à San Luis, et, pour ne pas en retarder l'exécution, les officiers et les soldats français furent chargés de le construire en marchant. En dépit de la grande distance, cette ligne ne tarda pas à fonctionner dès l'arrivée des fils et des appareils.

Malgré des revers et des défections sensibles, malgré de nombreux tiraillements dans l'armée austro-belge-mexicaine, inséparables du contact de tant d'éléments militaires hétérogènes, malgré les intrigues de palais, la concorde régnait entière à cette époque entre les Majestés mexicaines et le maréchal. Maximilien même, qui rendait hommage à la loyauté et à la puissance du concours que lui prêtait notre commandement, sentant bien aussi que c'était de ce dernier seul



qu'il tirait la force nécessaire pour fonder et pour organiser, n'avait pas peu contribué à l'union du maréchal avec une famille du pays, d'origine espagnole, puissante plutôt par ses attaches que par une fortune aujourd'hui compromise. En effet, la famille des la Peña avait fourni à la magistrature comme à l'armée des généraux et des avocats distingués. En 1833, l'oncle de la future maréchale, le général Pedrazza, avait été élevé à la dignité de président de la république, et sa propre tante s'était même vue choisie comme demoiselle d'honneur par l'impératrice Iturbide.

A l'exemple du sultan, qui avait généreusement récompensé le duc de Malakoff après la chute de Sébastopol, la famille souveraine, à l'occasion de son mariage, constitua une riche dot à la maréchale, voulant ainsi manifester hautement ses sentiments de gratitude pour l'armée française en l'honorant dans la personne de son général en chef. La lettre impériale déposée aux archives de Mexico et jointe à l'acte de donation, était ainsi conçue \* :

Mexico, 26 juin 1865.

Mon cher maréchal Bazaine,

Voulant vous donner une preuve d'amitié personnelle ainsi que de reconnaissance pour les services rendus à notre patrie, et

\* Ce domaine, aujourd'hui entre les mains du pouvoir républicain, est resté sans valeur pour la maréchale, l'empereur Maximilien ayant généreusement offert, au moment de l'évacuation, de rembourser les 500,000 fr. sur sa fortune particulière, et son offre ayant été naturellement déclinée par un maréchal de France, qui avait déjà refusé de la munificence impériale, dont le président du conseil, M. Lacunza, avait été l'interprète, le titre de duc de Mexico et de riches propriétés situées dans le Zongolica.

Ce domaine vient d'être donné par Juarez au colonel Pepe Rincon, à valoir sur la somme comptée par ce chef au colonel Lopez, pour prix de son ignoble trahison de Queretaro.

profitant de l'occasion de votre mariage, donnons à la maréchale Bazaine le palais de *Buena-Vista*, y compris le jardin et le mobilier, sous la réserve que, le jour où vous retournerez en Europe, ou si, pour tout autre motif, vous ne vouliez plus rester en possession dudit palais pour la maréchale Bazaine, la nation reprendra le domaine, le gouvernement s'obligeant, en pareil cas, à donner à la maréchale Bazaine, comme dot, la somme de cent mille piastres.

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.  
CASTILLO.— ALMONTE.

On sait que, quelques semaines après son entrée solennelle à Mexico, Maximilien avait adressé à son ministre, Velasquez de León, un remarquable programme financier et administratif, embrassant les différentes branches des deux services. Ce manifeste contenait en germe toutes les intentions du souverain, qui, à coup sûr, avait apporté au Mexique un sentiment fort élevé de sa mission réparatrice. Les impôts, les douanes, les emprunts, les voies ferrées, les lignes télégraphiques, les grands travaux, le service postal, l'unité des poids et mesures, le contrôle des fonds publics, y étaient discutés avec un grand sens, et la création des commissions nécessaires y était ordonnée. Quant à la colonisation, voici en quels termes s'exprimait la volonté impériale: « Après avoir adopté une base pour les impôts ordinaires, la commission s'occupera des ventes de terrains vagues. L'étendue et la valeur de ces terrains ne peuvent être déterminées, faute de renseignements. *Dans cette situation, la colonisation du pays par des familles industrielles ne saurait encore être entreprise et favorisée.* La commission nous



soumettra le règlement et le plan qui paraîtront le plus propres à réunir des éléments d'information exacte. »

En traçant ces instructions, Maximilien oubliait que, sous son sceptre se réunissaient six millions environ d'Indiens, race sobre, industrielle et amie du travail, qui, avant d'être réduite à l'esclavage par l'aristocratie conquérante, et exploitée par le clergé mexicain, étonnaient Cortez par leur civilisation non moins magnifique que la cour de Montézuma. Le vainqueur espagnol n'envoyait-il pas à Charles-Quint un vaisseau chargé des plus curieuses productions des arts mexicains, échappées au premier pillage de ses soldats ? « Les peintures en plumes, les bijoux ciselés dans l'or et l'argent, et les ustensiles, écrivait-il à son souverain, sont merveilleux. » Il est vrai que ces hommes simples méprisaient encore les métaux comme monnaie, puisqu'ils n'employaient dans leurs échanges que la noix de cacao. La déposition de Robertson, décrivant la découverte de l'Amérique, d'après les manuscrits de Cortez et d'Herrera est assez éloquente. « Les progrès des sujets de Montézuma dans la civilisation se montrent non-seulement dans tous les points essentiels à toute société bien ordonnée, mais encore dans divers objets de police intérieure, qu'on peut regarder comme d'une moindre importance. L'établissement de courriers publics (piétons, puisque la race chevaline y était inconnue), postés de distance en distance pour faire passer les nouvelles d'une partie de l'empire à l'autre, était une invention ingénieuse de police, que ne possédait à cette époque aucun Etat de l'Europe. La situation de la capitale sur un lac, avec les chaussées et les digues fort longues qui servaient d'avenues à ses différents quartiers, avait demandé une adresse et un tra-

vail qu'on ne pouvait trouver que chez un peuple civilisé. On peut faire la même réflexion sur la structure des aqueducs, composés d'argile mêlée de mortier, par lesquels ils avaient amené un cours d'eau douce d'une distance fort considérable. Le long des chaussées, il y avait des tuyaux de la grosseur d'un bœuf. Un certain nombre d'hommes, employés régulièrement à nettoyer les rues, à les éclairer par des feux allumés en différentes places, et à y faire la garde pendant la nuit, montrait encore un degré d'attention pour la tranquillité publique que les nations polies n'ont acquis que fort tard. »

Nous croyons que le Mexique gagnerait peut-être à faire retour à son âge de fer. Quoi qu'il en soit, les arrière-neveux de ces barbares ne méritaient-ils pas un meilleur sort que celui qui les attache à la glèbe et qui les condamne à l'office de bêtes de somme ? Ce furent eux qui firent brillant cortège à l'empereur Maximilien et à l'impératrice Charlotte, montant la route d'Orizaba à Mexico ; ils avaient exhumé tous leurs vieux ornements, restes d'une splendeur évanouie, pour faire honneur au descendant de Charles V. Maximilien, qui pouvait réparer le crime de son royal aïeul, commit la faute, en les congédiant de sa capitale, de ne pas renvoyer libres les vaincus du xvi<sup>e</sup> siècle. C'eût été royalement inaugurer son règne.

Ce ne fut qu'à la fin de septembre 1865, que, se ravissant, mais bien tard déjà, il rendit un décret qui prononçait l'émancipation des Indiens *peones* ainsi que l'extinction de leurs dettes passées, dettes souvent usuraires et infâmes, qui frappait de servage l'enfant encore dans le sein de sa mère. Cette mesure libérale et humaine restera à l'honneur



de Maximilien; elle eût dû suffire pour désarmer ses juges de Queretaro! Malheureusement, elle était incomplète; c'était encore une demi-mesure sortie de la situation même que s'était faite le souverain, désireux de ménager les deux partis extrêmes. Les *péones* n'étaient pas rendus propriétaires du sol par ce décret d'émancipation. Et pourtant, en quelles meilleures mains que celles des *péones* affranchis l'État pouvait-il mettre ces terrains vagues dont parlait le manifeste impérial au ministre Velasquez, quand Sa Majesté regrettait que, « faute d'évaluation certaine de l'étendue et de la valeur de ces terrains, on ne pût les livrer à des familles industrielles. » La commission mexicaine, instituée vainement depuis une année, n'avait-elle donc pu prévoir cette nécessité de ne pas affranchir toute une race de travailleurs sans lui donner en même temps les éléments fonciers du travail. Le gouvernement mexicain perdait ainsi, comme il avait déjà perdu les 25,000 soldats, laboureurs ou artisans du confédéré Slaughter, des millions de vigoureux colons possédant à un haut point l'esprit de famille et de mariage, et forcés d'avance à demander aux hasards le pain de chaque jour, si les propriétaires des *haciendas* ne les appelaient pas sur leurs cultures. Or les *hacenderos*, privés par ce décret de leurs créances et des bras de leurs *péones*, se dirent mécontents et refusèrent d'employer les services des Indiens qui voulaient profiter de leur libération légale. C'est ainsi que fatalement renaissait le vieil ordre de servitude pour le *péon*, qui, dans la crainte de voir périr de faim sa nombreuse famille, reprenait sa chaîne.

D'autre part, le clergé était devenu l'ennemi personnel de la couronne; il ne pouvait donc que favoriser le mécontente-

ment des *hacenderos*, jaloux qu'il était de recouvrer son action désastreuse sur les *péones*, dont l'émancipation devait diminuer le fanatisme et les pieuses offrandes. Le parti clérical ne cherchait pas d'ailleurs à cacher l'existence de sentiments hostiles qui n'avaient fait que s'accroître depuis le couronnement de Maximilien entraîné vers le parti libéral. Et en voici l'expression sincère, qui éclate dans une lettre de l'archevêque de Mexico, M<sup>gr</sup> La Bastida. Ce document historique nous semble trop instructif pour ne pas le consigner ici, à la décharge de Maximilien, dont les intentions étaient déjà calomniées quatre mois après que le sceptre lui avait été proposé à Miramar.

Un écrit clandestin, qualifiant les *généraux régents de l'intervention des ennemis les plus acharnés de la religion et de l'ordre*, avait été répandu à Mexico et saisi par la police. En constatant avec justice que les prélats avaient été entourés par notre armée de respect et de vénération, le commandant militaire de la place avait dénoncé ces manœuvres à l'archevêque, qui répondit :

M<sup>gr</sup> La Bastida à M. le général baron Neigre.

..... Il est un fait avéré, c'est que nous avons tous protesté contre ces deux individus \* qui ont la prétention d'être un gouvernement, en déclarant catégoriquement que l'Eglise, dans la plénitude de ses immunités et de ses droits, supporte aujourd'hui les mêmes attaques que celles qu'elle a eu à supporter pendant

\* Le général Almonte et le général Salas composaient la régence, dont le général Bazaine avait dû, avant l'arrivée de l'empereur, éliminer l'archevêque pour cause d'intrigues et d'hostilité systématique.